

DO	PR	AB	CND en plus	CND en moins	CED en plus	CED en moins	COD en plus	COD en moins	CV en plus	CV en moins
64 64	64.6 64.6	73.01 12.01***			3,40	3,40	3,40	3,40		
71 71 71 71 71	71.1 71.1 71.1 71.1 71.1	12.01 12.28 12.03 12.05 33.01			10,00 15,00 5,90	25,00 5,90				
99 99 99 99 99 99	99.1 99.1 99.1 99.1 99.1 99.1	11.03 12.09 74.01 11.07 12.01 12.38	10,00 176,50 200,20	379,00 6,00 1,70						

Bruxelles, le 8 décembre 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, le Ministre flamand des Finances, du Budget,
de la Politique extérieure et des Affaires européennes,

P. DEWAELE

—
Note

* Allocation de base 45.21 : Dotation à l'institution bicommunautaire pour la perception de la redevance radio et télévision dans la Région de Bruxelles-Capitale

** Allocation de base 51.02 : Travaux effectués par la Région flamande en vue de la sécurité urgente de biens culturels historiques qui font partie intégrante des églises et des monuments protégés

*** Allocation de base 12.01 : Dépenses dans le cadre de l'encadrement des piégeurs de rats lors de la restructuration de la gestion des eaux

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 168

[C — 2001/27024]

20 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région, notamment les articles 2, 19, 34, 42 et 45;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2000;

Vu le protocole n° 317 du Comité de secteur n° XVI, établi le 8 septembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.685/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 octobre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Il est institué pour l'Institut scientifique de service public un jury composé comme suit :

1° les deux fonctionnaires les plus élevés en grade sous l'autorité desquels est placé l'Institut scientifique de service public;

2° les cinq représentants des milieux scientifiques compétents dans les domaines d'activités de l'Institut scientifique de service public qui siègent à la commission scientifique et technique de l'Institut scientifique de service public en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 portant création d'une commission scientifique et technique auprès de l'Institut scientifique de service public.

Le jury est présidé par le fonctionnaire le plus élevé en grade. Les décisions y sont prises à la majorité simple des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage. »

Art. 2. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. L'article 27 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 27. Sans préjudice des conditions générales d'admissibilité, nul ne peut être recruté à un emploi du personnel scientifique s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être porteur d'un diplôme donnant accès au niveau 1 et figurant sur la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques;

2° réunir les aptitudes scientifiques définies figurant sur la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques;

3° avoir réussi un concours de recrutement organisé par le secrétaire permanent au recrutement et dont le programme aura été préalablement défini par le jury en concertation avec le secrétaire permanent au recrutement;

4° avoir été occupé comme personnel scientifique dans le cadre d'un contrat de travail à temps plein pendant une durée minimum de quatre ans ou dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à temps partiel dont la somme des périodes d'occupation équivaut à l'occupation à temps plein pendant une durée de quatre ans. »

Art. 3. L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. L'article 4, §§ 2 et 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 modifiant diverses dispositions en vue de favoriser la mobilité entre les services du Gouvernement et certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ainsi qu'entre ces organismes, doit se lire comme suit :

« § 2. La déclaration de vacance d'un emploi ne figurant pas au dernier répertoire notifié en application de l'article 1^{er} *quater* est portée successivement, s'il échet, à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par mutation, promotion par avancement de grade ou transfert au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le secrétaire général.

Toutefois, en cas d'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du statut, la déclaration de vacance d'un emploi est portée à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par promotion par avancement de grade ou transfert.

§ 3. Le pli mentionne la place de l'emploi dans le cadre, le service d'affectation, la résidence administrative et reproduit la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques à laquelle correspond l'emploi. »

Art. 4. L'article 42, 1°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° être porteur d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ».

Art. 5. L'article 45, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° être porteur d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 1999.

Art. 7. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 168

[C — 2001/27024]

20. DEZEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, insbesondere der Artikel 2, 19, 34, 42 und 45;

Aufgrund des am 14. Juli 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 18. Juli 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 317 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 8. September 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abzugeben hat;

Aufgrund des am 18. Oktober 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 30.685/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

§ 2. Es wird für das "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststellen) ein Prüfungsausschuss errichtet, der wie folgt zusammengesetzt ist:

1° die zwei Beamten mit dem höchsten Dienstgrad, unter deren Aufsicht das "Institut scientifique de service public" steht;

2° die fünf Vertreter der in den Tätigkeitsbereichen des "Institut scientifique de service public" fachkundigen wissenschaftlichen Kreise, die in der wissenschaftlichen und technischen Kommission des "Institut scientifique de service public" in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 zur Gründung einer wissenschaftlichen und technischen Kommission beim "Institut scientifique de service public" tagen.

Der Beamte mit dem höchsten Dienstgrad führt den Vorsitz des Prüfungsausschusses. Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 2 - Artikel 19 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 19 - Artikel 27 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

"Art. 27 - Unbeschadet der allgemeinen Zulassungsbedingungen darf keiner zu einer Stelle des wissenschaftlichen Personals angeworben werden, wenn er die folgenden Bedingungen nicht erfüllt:

1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu der Stufe 1 eröffnet und das auf dem Qualifikations- und Fähigkeitsbogen steht;

2° alle bestimmten wissenschaftlichen Befähigungen, die auf dem Bogen zur Beschreibung der Qualifikationen und der wissenschaftlichen Fähigkeiten stehen, aufweisen;

3° eine durch das Ständige Anwerbungssekretariat organisierte Prüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, deren Programm vorher durch den Prüfungsausschuss im Einvernehmen mit dem Ständigen Anwerbungssekretariat festgelegt wurde;

4° als wissenschaftliches Personal im Rahmen eines Vollzeitarbeitsvertrags während einer Dauer von mindestens vier Jahren oder im Rahmen eines bzw. mehrerer Teilzeitarbeitsverträge, deren gesamte Beschäftigungsdauer einer Vollzeitbeschäftigung während einer Dauer von vier Jahren entspricht, beschäftigt worden sein."

Art. 3 - Artikel 34 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 34 - Artikel 4, § 2 und § 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen zur Förderung der Mobilität zwischen den Dienststellen der Regierung und gewissen Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, sowie zwischen diesen Einrichtungen untereinander, ist wie folgt zu lesen:

"§ 2. Die Offenerklärung einer Stelle, die nicht im letzten in Anwendung von Artikel 1^{quater} zugestellten Register steht, wird gegebenenfalls in der nachstehend gegebenen Ordnung zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Versetzung, Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad oder Transferierung bekommen könnten, und zwar anhand eines vom Generalsekretär bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefs mit Empfangsbescheinigung.

Im Falle der Anwendung von Artikel 8, § 1, Absatz 2 des Statuts wird die Offenerklärung einer Stelle jedoch zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad oder Transferierung bekommen könnten.

§ 3. Dieser Brief erwähnt den Platz der Stelle im Stellenplan, die zugewiesene Dienststelle und den Amtssitz und gibt die dieser Stelle entsprechende Qualifikations- und wissenschaftliche Befähigungsbeschreibung wieder."

Art. 4 - Artikel 42, 1° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu der Stufe 1 eröffnet".

Art. 5 - Artikel 45, Absatz 1, 1° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu der Stufe 1 eröffnet".

Art. 6 - Der vorliegende Erlass wird am 1. August 1999 wirksam.

Art. 7 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 168

[C — 2001/27024]

20 DECEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren, inzonderheid op de artikelen 2, 19, 34, 42 en 45;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 14 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2000;

Gelet op het protocol nr. 317 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 8 september 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om advies door de Raad van State binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies 30.685/4 van de Raad van State, uitgebracht op 18 oktober 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. Er wordt voor het « Institut scientifique de service public » een jury samengesteld als volgt :

1^o de twee ambtenaren met de hoogste graad onder wier gezag het « Institut scientifique de service public » staat;

2^o de vijf vertegenwoordigers uit wetenschappelijke kringen die bevoegd zijn inzake het activiteitengebied van het « Institut scientifique de service public » die zitting houden in de wetenschappelijke en technische commissie van het « Institut scientifique de service public » overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 houdende oprichting van een wetenschappelijke en technische commissie bij het « Institut scientifique de Service public ».

De jury wordt voorgezeten door de ambtenaar met de hoogste graad. De beslissingen worden bij gewone meerderheid van stemmen getroffen, en de stem van de voorzitter weegt door bij staking van stemmen. »

Art. 2. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 19. Artikel 27 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 27. Onverminderd de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden kan niemand aangeworven worden voor een betrekking bij het wetenschappelijk personeel indien hij niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1^o houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 en vermeld wordt op de omschrijving van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden;

2^o aan alle wetenschappelijke bepaalde vaardigheden voldoen die in de omschrijving van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden vermeld worden;

3^o voor een door het vast wervingssecretariaat ingericht examen slagen, waarvan het programma voorafgaand bepaald werd door de jury in overleg met de vaste wervingssecretaris;

4^o tewerkgesteld geweest zijn als wetenschappelijk personeelslid in het kader van een voltijdse arbeidsovereenkomst tijdens minimum vier jaar of in het kader van een of meerdere deeltijdse arbeidsovereenkomsten waarvan de som van de tewerkstellingsperiodes gelijk is aan een voltijdse tewerkstelling gedurende vier jaar. »

Art. 3. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 34. Artikel 4, 2e en 3e lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op het bevorderen van de mobiliteit tussen de diensten van de regering en bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en tussen bedoelde instellingen onderling, dient te worden gelezen als volgt :

« § 2. De verklaring van een vacante betrekking die niet vermeld is in het laatste repertorium bekendgemaakt overeenkomstig artikel 1^{quater} wordt achtereenvolgens ter kennis gebracht, indien nodig, aan de ambtenaren die in aanmerking zouden komen om voor de betrekking bij mutatie, bevordering bij verhoging van graad of overplaatsing bij een ter Post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs hen toegestuurd door de secretaris-generaal.

Bij aanwending van artikel 8, § 1, tweede lid, van het statuut wordt de verklaring van een vacante betrekking evenwel ter kennis gebracht van de ambtebarenden die in aanmerking komen voor de betrekking door bevordering bij verhoging in graad of overplaatsing.

§ 3. In het schrijven wordt melding gemaakt van de betrekking in de formatie, de dienst van aanstelling, de administratieve standplaats, waarbij een afschrift gevoegd wordt van de omschrijving van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden die beantwoorden aan de betrekking. »

Art. 4. Artikel 42, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 ».

Art. 5. Artikel 45, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 ».

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 augustus 1999.

Art. 7. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 169

[C — 2000/31496]

14 DECEMBRE 2000. — Décret portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent projet de décret règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. L'accord de coopération du 13 avril 1999 entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel, ci-joint, est approuvé.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel

Vu l'article 128, § 1^{er} et l'article 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 5, § 1^{er}, I, 1° et II, 2° et 7°, modifiés par la loi du 8 août 1988, et l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 63 modifié par la loi du 5 mai 1993;

Vu le décret II du 22 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 6°;

Vu la loi du 31 mai 1888 portant sur la libération conditionnelle et la loi du 9 avril 1930, telle que modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude, modifiées par la loi du 13 avril 1995 en particulier les articles 6, 7 et 8 concernant l'abus sexuel à l'égard des mineurs;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST EN FRANSE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 169

[C — 2000/31496]

14 DECEMBER 2000. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen wat volgt :

Artikel 1. Dit ontwerpdecreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Het bijgevoegde samenwerkingsakkoord van 13 april 1999 tussen de federale Staat, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik wordt goedgekeurd.

Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik

Gelet op artikel 128, § 1, en op artikel 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 1° en II, 2° en 7°, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 63 gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993, tot toewijzing van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 6°;

Gelet op de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel en de wet van 9 april 1930 zoals gewijzigd door de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de matschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, beide gewijzigd door de wet van 13 april 1995, inzonderheid door de artikelen 6, 7 en 8 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderiarijen;